Envoyé en préfecture le 23/07/2025

Reçu en préfecture le 23/07/2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT HÉRAULT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBI ID: 034-213402118-20250626-0272025-DE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LE POUJOL-SUR-ORB

NOMBRE DE MEMBRES:

Afférents au Conseil Municipal:

En exercice:

Ayant pris part à la délibération :

Date de la convocation: 19/06/2025

DELIBERATION N° 027-2025

L'an deux mille vingt-cing,

Le vingt-six juin à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Yves ROBIN, maire.

Présents: Lucienne ANDRIEU, Séverine ARGELLIES, Patricia ARNOLD, Jean-Luc CARMINATI, Guillaume

CIANCIO, Christine FERRET, Bernadette GUIRAUD, Marie-France MAUREL, André RIGAL, Yves

ROBIN, et Fabien SCHURRER

15

15

Absents: Cindy CIECIERSKI, Laurent RUDELLE, Christophe MAUREL et Malvine MORERA

Pouvoirs: Christophe MAUREL qui donne pouvoir à Marie-France MAUREL

Malvine MORERA qui donne pouvoir à Patricia ARNOLD

Marie-France MAUREL a été nommée secrétaire de séance, conformément à l'art. 2121-15 du CGCT.

ATTRIBUTION DE SUBVENTION 2025 ASSOCIATION PEP'S POUJOLAIS

Monsieur le Maire informe au Conseil Municipal qu'une somme globale a été inscrite en dépenses de fonctionnement à l'article 6574. Il est désormais nécessaire de délibérer pour l'attribution individuelle à l'association du PEP'S Poujolais pour un montant de 500 €.

Afin d'écarter tout risque de conflit d'intérêt, les membres du Conseil faisant partie de l'association concernée par la demande de subvention ne prennent pas part au vote.

Le Conseil Municipal, Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, Après en avoir délibéré, Par 13 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION à l'unanimité

APPROUVE l'attribution de la subvention à l'association du PEP'S Poujolais pour un montant total de 500 €.

Le secrétaire de séance Marie-France MAUREL

Ainsi fait et délibéré. Pour extrait conforme, Yves ROBIN, maire



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.